

# GEORGES CLEMENCEAU

## LE TIGRE

*« Politique intérieure, je fais la guerre ;  
politique étrangère, je fais la guerre. Je  
fais toujours la guerre ».*



*Il a passionnément adoré les Poilus et superbement détesté ses adversaires politiques*

Fait à Marseille le 28 novembre 2017.

Par le chef de bataillon (h) Francis AGOSTINI  
Président départemental de l'Union fédérale  
des associations françaises d'anciens  
combattants et victimes de guerre.  
Président de la Coordination des combattants  
des Bouches du Rhône

Ayant eu une vie politique particulièrement tumultueuse qui a commencé sous la Commune, plusieurs fois élue, battue, réélue comme président du conseil de Paris, député de la Seine, du Var et d'Arles, puis sénateur du Var, ministre de l'intérieur, Président du conseil par deux fois, Georges CLEMENCEAU, (*surnommé le Tigre dès les années 1880 en raison de la manière souvent brutale avec laquelle il traitait ses adversaires politiques, d'où le nom des « Brigades du Tigre » formations de police créées sous son mandat de président du conseil et ministre de l'intérieur de 1906 à 1909*) n'a jamais cessé d'être un grand patriote au service de la France qu'il voulait forte et respectée.

Certes au cours de sa carrière, les décisions qu'il prenait allaient toujours dans le sens de l'ordre public, ce qui lui valut d'irréductibles adversaires, pour ne pas dire plus, notamment du côté des socialistes qui lui reprocheront toujours d'avoir été un briseur de grèves...

Profondément anticlérical, il ne cessera d'intervenir dans les affaires de la séparation de l'Église et de l'État, puis sur les problèmes coloniaux, s'opposant à l'expansion coloniale prônée par Jules FERRY, faisant même tomber son gouvernement sur la question de l'Indochine, opposé au départ de l'affaire des interventions au Maroc, il enverra pourtant à Casablanca un corps expéditionnaire après le 31 juillet 1907, des ouvriers français et européens travaillant sur le port, ayant été massacrés. Lorsque des difficultés surgissent entre l'Allemagne et la France, CLEMENCEAU, pourtant sourcilieux sur l'honneur national, voulant avant toute chose une armée renforcée et solide, ce qui n'était pas le cas, préfère éviter tout conflit.

Sénateur du Var, il va participer activement à l'élection du président de la République en février 1913. Toujours aussi acerbe dans ses propos, il va dénoncer dans le journal qu'il a créé « L'HOMME Libre » la montée en puissance de l'empire allemand ; il va se battre pour la loi des trois ans, loi qui devrait accroître la durée du service militaire, ce qui va crispier une partie du monde politique français et bien entendu les socialistes qui l'attaqueront par Jean JAURES qui aura l'audace de déclarer, je cite : « C'est un crime contre la république et la France ». Les socialistes se montreront toujours opposés à l'accroissement des effectifs, des armements, prônant violemment un désarmement poussé il est vrai par l'Internationale Socialiste et continuant même durant la guerre à lancer des attaques contre CLEMENCEAU lorsque ce dernier sera Président du conseil et ministre de la guerre.

Georges CLEMENCEAU, profondément marqué par son patriotisme révolutionnaire hérité de la Commune, n'oublie pas que la France a toujours trouvé son salut et son indépendance grâce au peuple... Il va donc mener une campagne très forte pour faire aboutir ce projet de loi, arguant du fait du déséquilibre qui existe entre les forces mobilisables, se montant du côté allemand à 875.000 hommes et du côté français à 480.000 hommes. Le service sera donc rétabli comme en 1905 à trois ans.

Le Tigre pense instinctivement que s'il y a une crise, elle viendra très certainement des Balkans - La guerre entre les bulgares et les Serbes étant en plein développement et également de la rivalité navale entre l'Angleterre et l'empire allemand.

Le 13 juillet 1913 le rétablissement du service militaire est voté par 368 voix contre 204.

La loi va ainsi porter les effectifs en temps de paix à 750 000 hommes ; mais là encore Georges CLEMENCEAU va demander une modernisation des matériels notamment de l'artillerie lourde qui fera défaut dès le début de la guerre, certes les soldats sont dotés des fusils type 07-15 ou le Lebel, 86-93 excellents par ailleurs et qui seront modernisés au cours de la guerre en 1916, du mousqueton type 1892, mais pas de fusil-mitrailleur, des mitrailleuses, dont le modèle 1907 très sensible à la boue et lourde, la mitrailleuse Hotchkiss de 1914, très fiable, n'étant pas fabriquée en nombre suffisant alors que les troupes

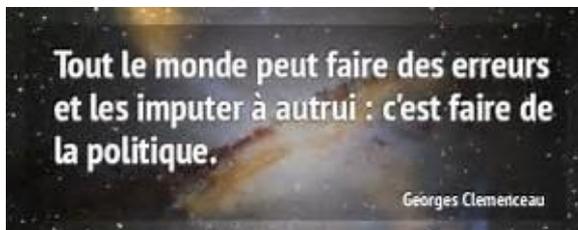
allemandes étaient abondamment pourvues en mitrailleuses. Le canon de 75m/m à tir rapide était une arme moderne mais était incapable de répondre aux obusiers allemands dont la portée était supérieure... CLEMENCEAU très au courant de tout ce qui touche à la défense nationale n'aura de cesse d'attaquer le ministre de la guerre MASSIMI, déclarant en outre « Nous ne sommes ni défendus, ni commandés ».

Qui plus est, un rapport établi par le rapporteur de la commission de l'armée fait justement état des faiblesses qui frappent l'armée, rapport publié le 13 juillet 1914...

Lorsque la guerre éclate, le Tigre a 73 ans et cette guerre il l'a prévue, bien qu'il ne l'ait pas souhaité se souvenant des désastres de 1870 et 1871 et la perte de trois départements, le Haut Rhin, le Bas Rhin et la Moselle...

Le 5 août 1914, dans son journal « *l'Homme libre* » il écrira : « *La parole est au canon... Et maintenant aux armes... Mourir n'est rien, il faut vaincre* »

Le 26 août 1914 il refuse un portefeuille ministériel que lui offre René VIVIANI, car le Tigre veut être président du conseil ou rien, car il veut un gouvernement solide et qui commande...



Il attaque de nouveau le ministre de l'intérieur auquel il reproche avec véhémence un certain laisser-aller, ne contrôlant ni les pacifistes, ni les socialistes enclins à traiter avec l'Allemagne, sans parler des révolutionnaires...

Sur le plan diplomatique son action sera guidée en direction de l'Italie, cette dernière appartenant à la Triple Alliance Allemagne-Autriche-Hongrie, tentant par tous les moyens de la détacher des empires centraux.

Toujours sénateur, il se déplace constamment, visitant les soldats au front, allant jusqu'aux tranchées les plus exposées, constatant les mauvais soins donnés aux blessés et les conditions de transport de ces derniers.

Son journal « *L'homme libre* » est saisi sur ordre du gouvernement, CLEMENCEAU va recréer un autre journal « *L'homme enchaîné* » décochant de nouvelles flèches acérées au gouvernement lui reprochant d'agir sans contrôle du parlement.

En décembre 1914, les chambres sont enfin convoquées, car il faut bien voter les crédits provisoires pour 1915, les élections étant repoussées après la guerre, mai surtout se créent deux commissions tout à fait légales au sénat, qui allait bouleverser le paysage politique. L'une, commission des armées dont le Tigre devient président, l'autre des affaires étrangères. Ces commissions seront composées de sénateurs connus mais qui deviendront plus tard le cauchemar des ministres, dénonçant sans cesse les insuffisances de la défense, faisant ressortir la faiblesse de nos armements, le manque de munitions pour l'artillerie, le manque d'effectifs et surtout les affectations des embusqués.

Ses nombreux déplacements sur le front, lui permettent de faire le constat de ce que le haut commandement militaire ne rendait pas toujours compte au gouvernement des décisions prises. Aussi, le Tigre toujours aussi pointilleux déclare : « *Ce qui est du commandement est du gouvernement, et par voie de conséquence, du Parlement* ».

Profitant de sa position de président de la commission des armées, il va rendre visite aux poilus dans les tranchées, visitant les postes de commandement, les positions les plus exposées, questionnant les soldats, les gradés, les officiers. De retour à l'arrière, il prenait ses collègues à témoin de ce qu'il avait constaté.

Toujours sur la brèche, malgré son âge et ses problèmes de santé, il va participer aux comités secrets institués par la constitution de 1875...

Le 4 juillet 1916, en pleine bataille de Verdun et de la Somme, CLEMENCEAU va attaquer avec violence le ministre de l'intérieur André MALVY sur l'agitation sociale qui se développe dans les usines d'armement et de fabrication de munitions.

Il lance de nouvelles attaques contre le gouvernement d'Aristide BRIAND, les sénateurs et CLEMENCEAU en tête, ainsi que BERENGER, je cite « *nous voulons un gouvernement de guerre, qui fasse la guerre ; nous voulons un gouvernement de guerre, qui sache la guerre, qui en connaisse les profondeurs...* »

La situation est si mauvaise, que CLEMENCEAU est en permanence sur le terrain, pour dénoncer, ici le manque de charbon qui réduit la production de guerre, là les départements du nord toujours occupés par l'armée allemande. En réalité il reprochait à BRIAND ses méthodes de guerre, méthodes qui n'ont pas réussi à chasser les Allemands hors de France.

En 1917 et malgré ses 75 ans, CLEMENCEAU poursuit ses visites sur le front. Il faut dire que la situation n'est guère brillante ; la chute du régime Tsariste et la paix séparée qui va s'en suivre, l'offensive du Chemin des Dames et ses 150 000 hommes mis hors de combat dont 40 000 morts, ce qui n'arrange en rien le moral des troupes. Et cette démoralisation qui gagne peu à peu du terrain dans tout le pays.

A l'arrière ce sont les pacifistes qui font le plus de mal, des grèves sont déclenchées et se succèdent, poussées par les socialistes, ces derniers pensant même se rendre à l'invitation des socialistes suédois à Stockholm pour participer à une conférence internationale inspirée par les Allemands.

En France, des tracts sont distribués dans les casernes et dans les gares, sans que le ministre de l'intérieur MALVY réagisse et le 22 juillet 1917, le Tigre attaque à nouveau le ministre de l'intérieur, qui sous les coups de buttoir va démissionner, ce qui par contre coup va faire chuter le gouvernement d'Alexandre RIBOT le 7 septembre.

La situation militaire s'aggrave, les campagnes défaitistes prennent de plus en plus d'ampleur, en Italie, l'armée italienne subit une déroute mémorable à Caporetto et le 24 octobre le Président POINCARE se décide enfin à appeler Georges CLEMENCEAU pour lui demander s'il accepte la Présidence du conseil, bien qu'il ne l'aime pas.

Cette nomination soulève chez les socialistes une tempête, un tollé, Marcel SEMBAT déclarant, je cite « *Un ministère CLEMENCEAU ? C'est une folie ! La classe ouvrière s'insurgera !* » Ce qui ne fut pas le cas.

Le président de la République convoque donc le Tigre le 14 novembre et lui offre la Présidence du conseil.

Georges CLEMENCEAU va immédiatement se mettre au travail et va former son gouvernement sans tenir compte des groupes parlementaires, Stephen PICHON étant aux affaires étrangères, Georges LEGUE à la marine, KLOTZ aux finances et PAMS à l'intérieur, lui-même conservant le portefeuille de la guerre.

Lors de son investiture, le Tigre va prononcer un discours emblématique, je cite « *Messieurs, nous avons accepté d'être au gouvernement pour conduire la guerre avec un redoublement d'efforts en vue du meilleur rendement des énergies... Nous nous présentons devant vous dans l'unique pensée d'une guerre intégrale ; nous voudrions que la confiance dont nous vous demandons le témoignage fût un acte de confiance en vous-même, un appel aux vertus historiques qui nous ont faits français* ». Mais la partie de son discours la plus marquante est consacrée à l'hommage aux Poilus qu'il connaît si bien, pour les avoir

rencontrés et écoutés : « *Ces Français que nous fûmes contraints de jeter dans la bataille ils ont des droits sur nous. Ils veulent qu'aucune de nos pensées ne se détourne d'eux, qu'aucun de nos actes ne leur soit étranger. Nous leur devons tout, sans aucune réserve. Tout pour la France saignante dans sa gloire, tout pour l'apothéose du droit triomphant. Un seul devoir demeurer avec le soldat, vivre, souffrir, combattre avec lui. Abdiquer tout ce qui n'est pas de la patrie. L'heure nous est venue d'être uniquement français, avec la fierté de nous dire que cela suffit.* » Il citera aussi « *ces silencieux soldats de l'usine, sourds aux suggestions mauvaises, ces vieux paysans courbés sur leurs terres, ces robustes femmes au labeur, ces enfants qui leur apportent l'aide d'une faiblesse grave, voilà nos poilus... plus loin... plus de campagnes pacifistes ! Plus de menées allemandes ! Ni trahison ni demi-trahison : la guerre ! Rien que la guerre. Nos armées ne seront pas prises entre deux feux. La justice passe. Le pays connaîtra qu'il est défendu.* »

CLEMENCEAU devient l'homme du recours suprême comme le deviendra en 1940 le général Charles de GAULLE.

A son arrivée au pouvoir, il va devoir faire face aux mutineries qui secouent l'armée, à des grèves importantes. Sur le plan militaire il est conscient que la défection des forces Russes va permettre aux Allemands de transférer une partie importante de leurs forces vers l'Ouest, que les troupes américaines n'arrivent qu'au compte-gouttes et surtout sans entraînement au combat. Mais sa préoccupation première est le manque d'un commandement unique.

Il va faire sienne l'idée que celui qui moralement tient le plus longtemps est le vainqueur. Quelques années plus tard cette idée prendra toute sa valeur lors de la guerre d'Indochine, car le Vietminh la fera sienne et gagnera la partie à la fois contre la France et les États Unis.

A l'intérieur du pays, il se rend compte rapidement que s'il veut redonner confiance, il faut qu'il traque tous les défaitistes, soi-disant adversaires de la guerre, comme l'ancien ministre de l'intérieur Jean MALVY et Joseph CAILLAUX qui sera d'ailleurs condamné.

Se rendant compte des pertes au combat, lui l'ancien anticolonialiste, va faire appel au général MANGIN pour créer la force Noire, nommant le député Blaise DIAGNE, commissaire de la république, chargé du recrutement des troupes en Afrique occidentale et en Afrique équatoriale.

En France, il n'y a que 6 divisions américaines et en outre le général US PERSHING ne veut rien céder de son commandement et ne veut pas d'un commandement unique.

Devançant les pertes d'effectif, CLEMENCEAU fait avancer l'appel de la classe 1919, ce qui soulève un tollé chez les socialistes Il va également faire appel à de la main-d'œuvre italienne 80 000 travailleurs pour que le rendement soit au maximum dans les usines d'armements et de munitions.

Avec l'énergie qui le caractérise, il va continuer à visiter les hommes dans les tranchées, accompagné du général MORDACQ, son chef de cabinet militaire. N'hésitant pas à se rendre dans les secteurs les plus difficiles, comme à Vimy où il rencontre les troupes britanniques, canadiennes et néo-zélandaises. A Paris, s'entourant d'amis fidèles et compétents comme Georges MANDEL, son chef de cabinet civil, il épuise ses ministres et ses proches par son dynamisme et des journées de travail qui n'en finissent pas !

Sa préoccupation majeure étant toujours la création d'un commandement unique, il va d'une réunion à une conférence, toujours présent au moment opportun comme à Versailles le 1<sup>er</sup> décembre 1917, puis en Angleterre au cours d'un voyage le 14 mars 1918...

Le 21 mars 1918, le général LUDENDORFF lance une gigantesque offensive visant à disloquer l'articulation entre la 4<sup>ème</sup> armée britannique et la 1<sup>ère</sup> armée française dans le secteur d'Amiens. Les Anglais particulièrement bousculés sont obligés de se replier abandonnant leurs positions, ce qui n'empêche nullement le Tigre de se rendre à Compiègne pour rencontrer le général Philippe PETAIN et s'enquérir sur place de la situation. Là, il trouve PETAIN particulièrement pessimiste, qui lui conseille de faire partir le gouvernement sur Bordeaux... Ce que le Tigre refuse.

Le 26 mars le Président POINCARE et lui-même se rendent à Doullens où une conférence réunit à la fois le maréchal Sir Douglas HAIG, le général Henry WILSON et le général FOCH, la décision prise de donner au général FOCH le soin de coordonner l'action des armées alliées, CLEMENCEAU fait un pas vers sa vision du commandement unique.

L'offensive déclenchée par LUDENDORFF permet aux troupes allemandes d'atteindre Noyon, Soissons et leur ouvre la voie vers Amiens.

Fort d'avoir réussi à ce que le général FOCH soit nommé coordinateur des armées alliées, le Tigre va rencontrer Le général américain PERSHING et LLOYD Georges le 1<sup>er</sup> avril 1918 pour les persuader d'aller très vite dans la nomination d'un commandant en chef, ce qui se réalisera le 14 mai suivant.

Le 9 avril les divisions allemandes ayant lancé une nouvelle offensive, cette fois-ci dans les Flandres, obligent les troupes anglaises à se replier, le front étant percé. Le haut commandement français dépêche sur les lieux 2 divisions ce qui permet malgré de lourdes pertes de bloquer l'avance des troupes du Kaiser.

Réattaquant dans le secteur du Chemin des Dames, les Allemands déferlent sur l'Aisne et se portent sur la Marne et de ce fait vont se trouver à moins de 60 kilomètres de Paris, mais FOCH lance dans la bataille 31 divisions fraîches et stoppe l'avancée allemande à hauteur de Château Thierry.

CLEMENCEAU va être de ce fait très attaqué par ses adversaires politiques qui lui reprochent son manque de clairvoyance, étant harcelé par les socialistes, mais comme toujours se montrant particulièrement brillant, il réussit à retourner la situation en sa faveur obtenant une large majorité de confiance.

Le président du conseil va reprendre ses voyages au front rencontrant les généraux Philippe PETAIN, Ferdinand FOCH, Sir Douglas HAIG et le général PERSHING.

Nullement découragés par leurs échecs, les Allemands vont attaquer de nouveau, ayant déplacé de nombreuses divisions vers Compiègne le 9 juin, mais les observateurs aériens avaient pu déceler les manœuvres allemandes et leur avance sera stoppée.

Paris est toujours sous la menace des bombardements de la « grosse Bertha », faussement dénommée ainsi par les Français, est en fait un canon de 210 m/m et de 126 km de portée. Pour autant, CLEMENCEAU est décidé à ne rien lâcher, annonçant même que s'il le faut il est prêt à se battre jusqu'au pied des Pyrénées...

Une nouvelle attaque allemande se déclenche le 15 juillet, menée sur un front de plus de 70 kilomètres, toujours dans la région de Château Thierry ; la situation est sérieuse et pourtant regroupant ses forces, FOCH lance ses 13 divisions et 3 Américaines qui non seulement arrêtent la poussée des troupes du kaiser, mais vont les contre-attaquer avec l'appui d'un formidable barrage d'artillerie et l'emploi en masse des chars Renault.

C'est le jour noir pour l'Allemagne, les troupes de Ludendorff commencent à se replier, leur retrait s'accroissant à partir du mois d'août, les troupes alliées réoccupant successivement Bapaume, Noyon et Péronne.

Partout le front allemand craque non seulement sur le front de l'Ouest, mais ses alliés comme la Bulgarie commencent à demander des armistices et ce dès le 26 septembre 1918.

Sur le front Ouest, de nouvelles offensives sont lancées dans l'Aisne, dans le Nord et dans les Flandres.

Le Président des États Unis d'Amérique avait énoncé en janvier 1918 son idée de ramener la paix dans le monde à partir de 14 points s'appliquant pratiquement à tous les territoires en guerre, l'Allemagne et ses alliés en avaient été destinataire

Mais ce n'est qu'à la troisième reprise que l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Turquie acceptent l'armistice à partir de ces 14 points.

En France le ministre des affaires étrangères alerté prévient le Président POINCARE et Georges CLEMENCEAU, ce dernier ayant une autre vision que celle du président de la République, le premier exigeant le retrait total des territoires occupés avant toute trêve, le second qui lui a connu la misère des poilus, leurs souffrances et leur fatigue, et les horreurs de la guerre, souhaite rapidement l'arrêt des combats. Des discussions très dures vont s'engager entre les alliés, les représentants des États Unis exigeant que les 14 points du président WILSON soient acceptés, faute de quoi les USA signeraient une paix séparée avec l'Allemagne, le 26 octobre le général LUDENDORFF démissionne de ses fonctions de commandant en chef de l'armée allemande, Guillaume II abdiquant et se réfugiant en Hollande.

Le premier armistice est signé le 30 octobre à Rhodes avec la Turquie, puis l'Autriche-Hongrie et enfin avec l'Allemagne à Rethondes le 11 novembre 1918.

Le Tigre avait bien mérité d'être surnommé "le père la victoire", ayant malgré son âge et sa santé, mené à bien cette terrible guerre qui aurait pu être perdue. Certes le bilan est lourd en vies humaines et destructions, 38 départements sont totalement détruits, mais la France est libre.

“En définitive, les victimes des guerres sont mortes pour rien.  
Seulement, elles sont mortes pour nous.”

---

De Georges Clemenceau / Discours de paix

## BIBLIOGRAPHIE

- |                                  |   |  |
|----------------------------------|---|--|
| Pierre MIQUEL                    | "Je fais la guerre", Clémenceau, le père la victoire                            | Taillandier 1996                           |
| Michel WINOCK<br>L'illustration. | Clémenceau<br>1892- 1919<br>La première guerre mondiale                         | Perrin 2007                                |
| David SHERMER                    | La grande guerre 1914-1918  | Larousse 1980                              |
| François ROTH                    | La guerre de 1870   | Catay 1977                                 |
| Jacques Henri LEFEBVRE           | Verdun  | Fayard 1990<br>Edition du Mémorial<br>1990 |
| Pierre MIQUEL                    | Le Gâchis des généraux : Les erreurs de commandement pendant la guerre de 14-18 | Plon 2001                                  |
| Pierre MIQUEL                    | La Grande Guerre  | Fayard 1983                                |